

E 2001 (B) 1/81

*L'Adjoint à la Division des Affaires étrangères du Département politique,
Ch. E. Lardy, au Chef du Département politique, F. Calonder*

Copie
Secret

Berne, 13 décembre 1918

PRÉPARATION DE LA VISITE DE M. WILSON¹

Le Conseil fédéral a invité M. Wilson à venir en Suisse,² mais – pour autant que je le sache – il n'a décidé ni ce qui devra lui être *dit*, ni les *impressions* qu'il devra recevoir. Une visite non préparée est un fiasco ou une inutilité. Et M. Wilson peut s'annoncer d'un jour à l'autre.

La seule question sur laquelle il ait été orienté est celle du Rhin.³ Et encore, le mémoire qui lui a été remis date d'avant la victoire alliée, de sorte qu'il aurait besoin d'être remis au point. Il y a lieu d'étudier, par exemple, si la Suisse ne pourrait pas recevoir de la Société des Nations une tâche spéciale en ce qui concerne le Rhin: des droits et des devoirs au sujet du maintien de la Navigation sur le fleuve, une sorte de rôle arbitral entre les Nations riveraines, que sais-je?

M. Wilson ne connaître [!] notre avis ni sur la Société des Nations en général, ni sur la Neutralité de la Suisse, ni sur les questions territoriales, ni surtout sur notre rôle dans la Société future.

1. *L'original de ce document porte l'observation manuscrite: ne pas donner suite. 17. 1. 19 Calonder. (E 2001 (B) 8/1).*

2. *Dans sa séance du 26 novembre, dont le procès-verbal est classé comme secret, le Conseil fédéral a décidé en l'absence de G. Motta: Das politische Departement wird ermächtigt, durch unsern Gesandten in Nordamerika sondieren zu lassen, ob nicht ermöglicht werden könnte, dass Herr Wilson während seines Aufenthaltes in Europa die Schweiz besuchen würde. (E 1005 2/1).*

3. *Cf. n° 12, note 3.*

Si le plan que j'ai proposé⁴ était pris en considération sous une forme quelconque, même embryonnaire, il serait urgent de préparer les données nécessaires pour exposer au Président ce que nous voulons.

Il faudrait donc:

1. proposer au Conseil fédéral d'adopter un plan, qui peut comporter, comme application de notre mission:

a) l'annexion du Vorarlberg et du Tyrol à titre de Cantons.

b) ou bien à titre d'Etats alliés.

c) ou bien uniquement au moyen d'un lien spécial, laissant le Vorarlberg et le Tyrol indépendants et prévoyant seulement qu'ils sont incorporés à la neutralité de la Suisse et que la Suisse est responsable de la manière dont ils exercent, sous sa surveillance, la garde des tunnels et passages des Alpes.

d) Ce plan doit prévoir ce que nous sommes disposés à considérer comme représentant nos droits et nos devoirs comme gardiens des passages: questions de tarifs, d'entretien de voies, de police, d'armée. Il faudrait probablement nous déclarer prêts à exercer et appliquer un boycottage de l'Allemagne tout à fait inique! En somme, nous abdiquerions une partie de notre souveraineté individuelle pour participer à une plus grande partie de la souveraineté globale.

Plus le lien confédéral avec les nouveaux Etats serait lâche, plus nous pourrions en englober. Il s'agit moins de s'agrandir que de se développer.

2. Une fois que le Conseil fédéral aurait pris un point de vue, il faudrait sans aucun retard préparer l'opinion publique, au moyen d'articles et de prise de contact avec les gens qui la dirigent et qui ne demandent qu'à être orientés: la Société helvétique, le Journal de Genève, les Conseillers nationaux. Il faudrait aussi informer Rappard et les autres personnes qui ont accès auprès du Président Wilson: ne pas leur écrire des lettres sèches, mais leur parler, les séduire eux-mêmes afin que leur action soit magnétique.

3. L'affaire ainsi emmanchée, il serait bon que, simultanément avec la visite de M. Wilson, les Conseillers fédéraux fassent de la propagande discrète auprès de l'Entente. Puisque la nomination de M. Ador a été si bien accueillie en France, ce serait là pour lui l'occasion d'user de tout son crédit. A mesure que l'idée prendrait corps, la propagande devrait être intensifiée dans notre presse, dans la presse alliée et dans celle des régions en cause.

Il me semble que tout cela devrait être présenté uniquement sous la forme d'un désir de nous rendre utiles. Si nous y songeons sérieusement, c'est le *dernier moment* pour orienter notre population, qui ne sait que penser et qui se désole d'être laissée sans direction: elle partira à faux si elle n'est pas guidée et alors ce sera trop tard pour la remettre sur la bonne voie.

En outre, nous préparons avec zèle, tout seuls, avec intelligence et avec soin notre projet de Société des Nations. Mais quand il sera fini, nous découvrirons

4. Cf. n° 50.

que Wilson en a un autre tout prêt, différent du nôtre. Peut-être aurait-il accepté quelques-unes de nos idées, s'il les avait connues. Tandis que, dans une discussion publique, il les rejettera par vanité. N'aurait-il pas été plus habile de lui communiquer notre plan avant que le sien ne fût connu? L'important est que nos idées puissent prévaloir et non pas que nous ayons la vanité et la gloire de ce triomphe. Laissons Wilson nous voler nos idées et les faire siennes.

Enfin, un dernier point: N'oublions pas qu'il va surgir un dualisme Wilson-Angleterre qui risque de dégénérer en querelle aiguë. Nous serons forcément amenés à prendre parti pour Wilson dans toutes les questions d'ordre général. Mais prévenons à l'avance notre presse qu'elle ne se mêle pas des querelles où nous ne sommes pas intéressés (p. ex. la querelle entre l'Angleterre et l'Irlande – ou entre l'Italie et les Yougo-Slaves) afin de ne pas nous attirer inutilement des haines. Nous sommes mal vus de l'Angleterre. Nous le serons encore davantage si nous nous montrons Wilsoniens à outrance. Soyons prudents; ne nous brûlons pas les doigts dans des querelles qui ne nous touchent pas et prévenons notre presse. Donnons-lui un but national et international à poursuivre et elle se mêlera un peu moins des autres.